

IRED : Innovations et Réseaux pour le Développement
Development Innovations and Network
Innovation y Redes para el Desarrollo

La Crise des céréales : le cas du maïs

Sibylle Pastré
Service « Etudes » IRED
Occasional Paper – N°1
Nov.08

La crise des céréales : le cas du maïs

Le maïs est une des céréales les plus importantes avec le riz et le blé. Son usage n'est pas limité à l'alimentation humaine et animale, mais s'étend aussi à la production industrielle et à la fabrication de combustibles (production d'éthanol). De plus les derniers développements dans le domaine scientifique – création des organismes génétiquement modifiés (OGM) – prennent une importance toujours plus grande. Ajoutons enfin que comme toute denrée, il fait l'objet de spéculation financière, en particulier par le biais de fonds.

Depuis maintenant deux ans le prix du maïs, comme d'ailleurs celui de l'ensemble des céréales, a connu une flambée spectaculaire : selon l'indice FAO des prix alimentaires, l'augmentation fut de 12% en 2006, de 24% en 2007 et de plus de 50% pour les 7 premiers mois de 2008. On note aujourd'hui une certaine baisse, mais la majorité des économistes excluent un retour aux niveaux des années 2000/05.

Les causes de cette flambée des prix sont multiples et remontent à plusieurs années comme nous le verrons. Ce sont d'ailleurs souvent les mêmes que celles qui affectent l'agriculture dans son ensemble. Précisons toutefois que ce n'est pas la première crise. Ainsi en 1996, les prix ont fortement augmenté. Mais rien comparé à ce que l'on a connu ces trois dernières années : cette flambée a affecté tous les produits et dans des mesures très exceptionnelles. Aujourd'hui, nous assistons à une forte baisse, dans le contexte de la crise financière. Mais ce revirement de tendance ne doit pas nous laisser penser que les raisons qui avaient suscité la flambée des prix soient supprimées pour autant.

Au cours de cette brève étude, nous nous pencherons tout d'abord sur les causes générales qui affectent l'agriculture dans son ensemble, avant de considérer celle plus spécifique qui touche la production de maïs, à savoir la production d'éthanol. Puis nous analyserons la situation tant du point de vue de la production de maïs, que de sa consommation/utilisation, des stocks, des rendements, des prix et finalement du commerce international. Nous aborderons ensuite la question des OGM avant de terminer avec les conséquences de la crise financière sur les productions nationales.

PLAN

Introduction

I. Les causes de la crise

- a. Au niveau global
- b. Au niveau de la production de maïs.

II. Situation à ce jour

- a. Production
- b. Consommation/Utilisation
- c. Stocks
- d. Rendement
- e. Prix
- f. Commerce international

III. Les OGM

IV. Contexte international / Production nationale

Conclusion

I. Les causes de la crise de l'agriculture des pays du Sud

Causes au niveau global

Pour comprendre comment on en est arrivé à la crise actuelle, il faut faire un bref retour en arrière et se rappeler qu'à la fin des années 50 / début 60, le spectre de la famine est à nouveau venu hanter les pays du Sud. Mais l'ingénuité de l'homme et des investissements massifs ont permis d'augmenter substantiellement les rendements et ainsi d'éviter une catastrophe. Ce fut ce qu'on a appelé la Révolution Verte¹.

Elle était basée sur trois piliers :

- a) intensification des nouvelles variétés à haut rendement (VHR), telles le riz ou le blé
- b) irrigation et mécanisation.
- c) utilisation des engrais et pesticides.

Les résultats ne se sont pas fait attendre : la production comme la productivité ont beaucoup augmenté dans les années 60. Entre 1960 et 1990, le rendement des principales cultures (riz, blé et maïs) en particulier en Asie et Amérique Latine, a plus que doublé. Des pays comme l'Inde ou le Mexique sont devenus auto-suffisants, voire même exportateurs de riz.

Les investissements étaient aussi bien financés par des fonds privés, à l'instar des Fondations Rockefeller et Ford, que par des financements publics. Il n'était pas alors difficile de trouver des capitaux : pour l'Occident, et les USA en particulier, l'essentiel était de ne pas laisser ces pays menacés par la famine tombés dans la sphère d'influence de l'URSS.

La Révolution Verte (R.V.) en Afrique

Notons toutefois que l'augmentation des rendements agricoles n'a pas affecté les continents de manière identique. Ainsi l'Afrique a connu une augmentation très inégale selon les régions, en générale bien inférieure à celle constatée sur les autres continents. Les causes de l'échec sont multiples. Il faut naturellement mentionner le contexte politique des années 60, à savoir la décolonisation et les bouleversements qui s'ensuivirent. D'une manière générale, l'instabilité frappe tous les pays récemment arrivés à l'indépendance, mais en Afrique le phénomène est endémique. Or dans un tel contexte, il n'est pas possible d'envisager une vision à long terme qui est essentielle pour tout projet de développement.

Il s'en est suivi un manque de leadership au niveau de la mise en application de la R.V. Selon les experts, ceci a eu une influence déterminante². Celle-ci n'était en effet pas seulement une affaire d'engrais et de surfaces cultivées, elle impliquait aussi une intervention massive de l'état qui devait faciliter la mise en œuvre de conditions cadre permettant, surtout aux petits propriétaires, d'avoir accès au crédit et ainsi de faire face à la concurrence du marché. Tel ne fut pas le cas.

Or en Afrique, les petits agriculteurs représentent la grande majorité de la paysannerie : plus de 70% des agriculteurs, en majorité des femmes, gèrent des exploitations de moins de 1 hectare.

Notons encore que dans les années 60 et 70, l'agriculture était considérée comme le parent pauvre du développement, par opposition à l'industrie et les services qui étaient perçus comme les moteurs de la croissance économique. A titre d'exemple, précisons que ce n'est qu'en 1994, date de la conclusion de l'Uruguay Round, que l'agriculture a fait l'objet d'un accord multilatéral. Or en Afrique subsaharienne, selon la Banque Mondiale, 82% de la population vit dans des pays à vocation agricole et la grande majorité est active dans l'agriculture. Aujourd'hui tel n'est plus le cas. Les instances

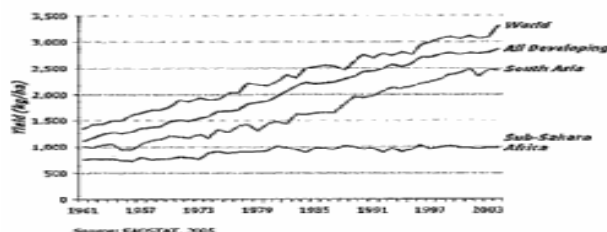
¹ Norman Borlaug, (né en 1914) agronome américain, Prix Nobel de la Paix, est considéré comme le père de la Révolution Verte. Pour une analyse de la Révolution Verte, voir « Les leçons de la révolution verte – vers une nouvelle révolution verte » sur www.fao.org.

² Notons que le modèle colonial a laissé son empreinte de manière particulière dans le domaine agricole : la priorité était donnée aux cultures de rente pour l'exportation vers les pays du Nord, sans prendre suffisamment en compte les spécificités locales.

internationales ont compris l'apport essentiel de ce secteur, comme l'indique la Banque Mondiale dans son « Rapport sur le développement dans le monde - 2008 »³.

Ces questions ne peuvent pas être traitées dans le cadre de cette modeste étude, mais doivent impérativement être pris en compte dans toute réflexion par rapport à la Nouvelle Révolution Verte qui est en train de se mettre en place. Ainsi le nouveau partenariat conclu par la Rockefeller Foundation et la Bill and Melinda Foundation, appelé l'AGRA⁴ se concentre essentiellement sur l'agriculture et plus particulièrement sur les petits exploitants agricoles.

Figure 2.1.4: Agricultural Productivity Trends. Yields – kg/ha 1961-2003



Source : FAOstat 2005

Légende : Rendements : kg/ha 1961/2003

Monde, Tout Pays en Développement, Asie du Sud, Afrique subsaharienne.

Les limites de la Révolution Verte sur un plan global

Dès le milieu des années 70, la Révolution Verte a montré ses limites : les facteurs qui avaient tout d'abord permis une très forte augmentation de la production agricole, sont justement devenus ceux qui la freinent aujourd'hui. Ainsi en est-il de l'irrigation qui en étant utilisée de manière trop intensive a, soit réduit le niveau des nappes phréatiques, soit entraîné une détérioration des sols. Même remarque au niveau des engrais, dont l'utilisation excessive a progressivement pollué les sols. De plus, comme ceux-ci deviennent de moins en moins fertiles, le recours aux engrais augmenta en conséquence. A la question environnementale s'ajoute un problème financier car leur prix a fortement augmenté.

Au niveau politique, le climat a lui aussi changé. Les succès rencontrés sur le terrain au début des années 60 ont poussé les responsables à une certaine complaisance, voire légèreté. Cet état d'esprit s'est concrétisé dans les faits par une réduction de l'aide au développement. Selon l'actuel Directeur Général de la FAO, Jacques Diouf, l'aide à l'agriculture est passée de 8 milliards (2004 basis) en 1980 à 3.4 milliards en 2004, ce qui représente une baisse de 58%⁵. La baisse des investissements a entraîné une baisse de la productivité. Selon le USDA, les rendements qui avaient augmenté de 2% dans les années 70-90, n'ont progressé que de 1.1% entre 1990 et 2007. Et cela justement alors que la demande augmentait et que la production de biocarburants se développait.

La flambée des prix, que nous avons observé jusqu'à la mi-2008, était donc un phénomène prévisible que les responsables politiques n'ont simplement pas voulu voir venir. Il est vrai qu'aujourd'hui nous assistons à une baisse des prix. Il est cependant important d'analyser les causes de la flambée

³ « Rapport sur le Développement dans le monde » Banque Mondiale – Washington - 2008. Notons toutefois que cette prise de position en faveur de l'agriculture des pays en voie de développement représente un revirement total de la part de la Banque Mondiale, qui pendant des années (80/90) a conditionné l'octroi de ses prêts à la libéralisation des secteurs agricoles. Cette approche a laissé des millions de paysans sans assistance face à des marchés orientés en faveur des pays exportateurs.

⁴ www.agra-alliance.org

⁵ « Address by Jacques Diouf, DG of the FAO » Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale : les défis du changement climatique et des bioénergies. FAO – Rome – Juin 2008.

initiale : étant en majorité structurelles et non cycliques, elles pourraient susciter à l'avenir le même phénomène inflationniste.

Face à cette lente dégradation de la situation qui a prévalu depuis les années 70, des facteurs extérieurs sont venus encore aggraver les conditions agricoles et engendrer la flambée des prix que nous avons connu jusqu'en juillet 08. Il est très important d'insister sur la concomitance de ces facteurs : ce n'est pas tant l'impact de chacun qu'il faut souligner que le fait qu'ils se soient produits simultanément.

1. Causes climatiques : les changements climatiques en cours ont un effet immédiat sur les cultures. C'est tout d'abord le problème de la sécheresse, et donc de l'irrigation si importante comme nous le mentionnons plus haut, qui rend la situation très difficile. Il en résulte une baisse de l'offre, en particulier dans le domaine des céréales, qui pousse les prix vers le haut. Mais il y a aussi les inondations, à l'instar de celles qui ont ravagé les cultures européennes en 2006. Inondations et sécheresse vont souvent de pair. Ainsi en Amérique Latine, le phénomène El Nino (avril 97/Sept 98) a été caractérisé par des pluies torrentielles, inondations mais aussi sécheresse et feux de forêts.

2. Variations de l'offre et de la demande :

a) Variations de l'offre : Le recul de la production céréalière des grands pays exportateurs, amorcé en 2005, a joué un rôle crucial dans l'envolée des prix (voir tableau plus bas). Ce déclin s'est poursuivi en 2006. En Australie et au Canada, les rendements ont chuté d'un cinquième environ au total, et dans de nombreux pays, ils se sont maintenus ou ont reculé. Par contre en 2007, la production céréalière a enregistré une hausse significative, et plus particulièrement la production de maïs aux États-Unis, en réponse au relèvement des cours. Mais cela n'a pas suffi à faire baisser les prix, car l'augmentation de la demande était trop forte. Notons encore que souvent suite au développement économique intense, des terres rurales sont sacrifiées à des fins non agricoles (industrie, habitations, etc.) ce qui entraîne aussi une baisse de l'offre.

b) Variations de la demande : l'augmentation de la population mondiale entraîne une augmentation de la demande. La population mondiale qui était de 1 milliard en 1900, est passée à 2 milliards en 1950 pour atteindre 6.2 milliards en 2000. Et elle a déjà atteint 6.6 milliards en 2007. Selon la Division de la Population de l'ONU, la population des pays développés devrait rester plus ou moins stable entre 2007 et 2050 avec 1.2 milliard d'habitants et la grande majorité des pays en voie de développement devraient connaître une hausse modérée, passant de 4.6 milliards à 6.2 milliards⁶. En revanche la population des pays les moins développés devraient plus que doubler, passant de 0.8 milliard en 2007 à 1.7 milliards en 2050. Or c'est justement dans les pays où la hausse de la population est la plus forte, comme par exemple en Afrique sub-saharienne, que les rendements sont les plus faibles.

Parallèlement à cette augmentation démographique, on assiste à un changement des habitudes alimentaires qui influe aussi sur la demande : avec l'augmentation des revenus, les régimes alimentaires des économies émergentes (Brésil, Inde, Chine) se détournent des aliments riches en amidon au profit des produits animaux, tels que viande et produits laitiers, ce qui implique une augmentation de la demande de fourrage animal au détriment de l'alimentation humaine. Les habitudes alimentaires évoluent aussi du fait que souvent croissance économique est synonyme d'exode rural et urbanisation, la demande de main d'œuvre étant plus forte dans les villes.

La demande globale se structure donc différemment. Toutefois la FAO précise que les conséquences de ces changements alimentaires ont eu nettement moins d'impact sur les prix que la hausse de la demande de biocarburants.

⁶ « World Population Prospects : the 2006 Révision » UN – NY – 2007 – p.IX

3. Emergence des biocarburants : Depuis maintenant une dizaine d'années la production de biocarburants a fortement progressé. Elle a triplé entre 2000 et 2007 et représente 2% de la consommation mondiale de combustible pour le transport⁷. Ceux-ci sont produits à partir de ressources renouvelables (maïs, canne à sucre, patates douces, riz) et peuvent se substituer aux carburants d'origine fossile (pétrole, gaz). L'éthanol et le biodiesel sont les deux principaux biocarburants.

Si certains pays, par exemple les USA, les produisent surtout pour des raisons stratégiques (baisse de la dépendance énergétique par rapport à l'étranger), d'autres le font pour réduire leur dette extérieure (Brésil) ou encore pour réduire la facture pétrolière (pays africains, comme le Sénégal). Mais le résultat est de toute manière le même : cela représente des zones agricoles qui ne sont plus destinées à l'alimentation humaine, entraîne donc une baisse de l'offre et par la suite une hausse du prix. Selon le FMI, l'augmentation de la demande de biocarburants a contribué à la hauteur de 15 à 30 % de la flambée des prix.

Parmi les autres causes de la crises, il faut encore citer :

4. Niveau des stocks: depuis le milieu des années 90, plus précisément depuis la dernière crise des années 95-96, le niveau des stocks a systématiquement baissé. En moyenne, cette baisse fut de 3.4% par an. Il y a plusieurs causes à cette baisse, mais la principale est sans doute une demande supérieure à l'offre. Selon le « International Grain Council », la production 08/09 sera probablement de 771 millions de tonnes (Mt) alors que la consommation devrait dépasser les 788 Mt. (voir plus loin remarques sur le niveau des stocks). Or les stocks sont essentiels pour réguler le marché.

5. Spéculation : les marchés agricoles, ainsi que nous le disons plus haut, sont hautement volatiles. Ce qui représente une aubaine pour les spéculateurs : que les marchés montent ou baissent leur importe peu, seul compte la justesse de leurs pronostics. Des liquidités en recherche de rendements ont trouvé dans les matières premières agricoles, et notamment les céréales, un placement très lucratif. Ce fut spécialement le cas pour les « Index Funds » et les « Commodity Funds ». Mais aujourd'hui la situation est inversée : certaines institutions financières, à l'instar de AIG, ont dû liquider leurs positions pour faire face au risque de faillite. Ces ventes en cascade ont été une des causes de la très forte baisse connue ces derniers mois⁸.

6. Augmentation des prix du pétrole : ceci implique une hausse des intrants, en particulier les engrais, dont on a fait tant usage dans le passé⁹. Ainsi le prix en USD de certains engrais, en particulier superphosphate triple et muriate de potasse, a augmenté de plus de 160% au cours des deux premiers mois de 2008, par rapport à la même période de 2007. L'effet de cette hausse est d'autant plus marqué que les agriculteurs doivent y recourir de manière toujours plus intensive suite à un usage excessif durant la Révolution Verte.

L'Afrique, où l'usage d'engrais est nettement moins répandu, sera aussi affectée par cette hausse car l'usage d'engrais est impératif pour l'augmentation des rendements. Le retournement de situation auquel nous assistons aujourd'hui – baisse des prix liée à la crise financière – aura certainement un impact sur les intrants, mais il est encore trop tôt pour le quantifier.

Précisons encore que la hausse des carburants augmente aussi les coûts liés aux transports (fret), particulièrement pour les pays enclavés comme ceux d'Afrique de l'Ouest : entre juillet 2002 et juin 2008, le prix du fret a été multiplié par 12. Mais aujourd'hui, suite à la très forte baisse du pétrole, le fret connaît aussi une chute.

⁷ « State of Food and Agriculture (SOFA) - 2008 » FAO – Rome 2008.

⁸ Voir à ce propos l'analyse de l'Office National Interprofessionnel des Grandes Cultures (ONIGC sur www.onigc.fr).

⁹ Sur la situation des engrais, 07/08 et les perspectives, voir « Current Fertilizer Trends and Outlook to 2011/2122 » FAO – Rome – 2008.

B.Cause de la crise - spécifique à la production du maïs

Les causes qui ont mené l'agriculture à la crise que l'on connaît aujourd'hui, ont naturellement aussi affecté la production de maïs. Ainsi en est-il des changements climatiques ou encore des effets de l'augmentation de la population mondiale. Mais un facteur a eu un impact plus important : la production de biocarburants et en particulier de l'éthanol produit à base de maïs.

Production d'éthanol : l'éthanol est un des biocarburants les plus importants, obtenu après fermentation ou distillation de l'amidon contenu dans le maïs. C'est un hydrocarbure renouvelable, qui ne se tarit pas et peut donc se substituer au pétrole et aux autres matières premières organiques non renouvelables d'origine fossile. Précisons toutefois que le maïs n'est pas la seule plante susceptible de produire de l'éthanol : le sucre ou la pomme de terre sont aussi utilisés.

La production d'éthanol provient à raison de 80% des USA (à partir du maïs) et du Brésil (à partir du sucre). La Chine, l'Union Européenne et l'Inde en produisent aussi, mais en faible quantité. Les plus gros consommateurs sont les USA et l'Union Européenne.

Une nouvelle génération de biocarburants – à base de cellulose – est actuellement à l'étude, mais pas encore commercialisée.

La production d'éthanol soulève des questions relatives à :

- 1. Indépendance énergétique :

C'est surtout aux USA que la question est débattue. Depuis maintenant plusieurs années ce pays a adopté des dispositions visant à soutenir la production de biocarburants. En 2005, le Congrès a adopté une nouvelle « Energy Policy Act » confirmant le soutien des autorités pour les énergies renouvelables. En janvier 2007, lors de son « Discours sur l'Etat de l'Union », le président Bush a présenté son plan « National Biofuels Action Plan » au terme duquel la dépendance énergétique américaine devrait être réduite de 20% en 10 ans, moyennant le développement de l'industrie des biocarburants. En décembre 2007, une « Energy Bill » a été acceptée qui fixe comme objectif une production d'éthanol multipliée par 5 d'ici 15 ans, essentiellement à base de maïs.

Si la question de la production de biocarburants soulève tant de débats, c'est non seulement pour des raisons d'indépendance énergétique, mais aussi et peut-être surtout en raison des subventions qui lui sont accordées : afin de développer cette industrie, les producteurs d'éthanol américain reçoivent de très importantes subventions. Le soutien politique se traduit dans les faits par un soutien financier. Aux USA le maïs est, avec le coton, la denrée qui reçoit le plus de subventions agricoles. Les agriculteurs et transformateurs de maïs américains ont bénéficié d'aides pour un montant de 6,7 milliards d'US\$ en 2006¹⁰. Le lobby des producteurs de maïs américain « National Corn Growers Association » (NCGA), très actif dans les couloirs du Congrès, a une influence déterminante à cet égard. La récente « Farm Bill » qui couvre la période 2008-2012 confirme le montant des subventions¹¹.

- 2. Question environnementale :

Certains experts ont avancé l'idée que l'éthanol permet, grâce à l'oxygène qu'il contient, de réduire les émissions de gaz carbonique et les composants imbrûlés de ce carburant. On peut

¹⁰ « La flambée des prix des denrées alimentaires : faits perspectives, effets et actions requises » Doc. de la Conférence de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire Mondiale - Fao – Rome – Juin 2008.

¹¹ Il est difficile de savoir exactement le montant des subventions agricoles américaines. A titre indicatif on peut relever qu'en juillet 2008, Susan Schwab, représentante américaine à l'OMC, a proposé de les réduire à 15 milliards US\$ par an, moyennant une plus grande ouverture des pays en voie de développement pour les produits industriels en provenance des pays développés. Proposition refusée par les pays du G20 qui réclament une baisse à 12 milliards US\$.

de cette manière fabriquer une essence moins polluante, un carburant plus écologique. Cette opinion est maintenant remise en cause par de nombreux spécialistes. Ainsi le DG de la FAO, Jacques Diouf, a déclaré que « Outre les conséquences négatives des biocarburants sur la sécurité alimentaire de la planète, nous avons des doutes concernant leur impact sur la réduction des gaz à effets de serre, ainsi que des inquiétudes quant aux conséquences sur l'environnement. Si certains biocarburants (sucre) peuvent réduire les émissions de gaz à effet de serre, ce n'est pas le cas de nombreux autres comme par exemple le maïs »¹². Aux USA, l'Agence de la Protection de l'environnement doit d'ailleurs publier prochainement une étude visant à évaluer les effets de l'utilisation croissante des biocarburants sur la santé et la qualité de l'air.

3. Sécurité alimentaire :

Selon la FAO, la sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active.

A cet égard, les conséquences des biocarburants peuvent être :

a) positives : la production d'agro carburants peut être source de revenus et d'emplois dans la mesure où elle offre aux exploitants agricoles la possibilité d'élargir leur production. Selon la CNUCED¹³, les pays en développement ont même un avantage compétitif évident pour produire des biocarburants, en grande partie du fait du coût plus bas de la main d'œuvre. Il serait donc beaucoup plus efficace qu'ils soient produits dans les pays en développement et commercialisés dans un marché ouvert et sans distorsion. Cela impliquerait toutefois une aide financière substantielle afin de permettre aux plus démunis d'accéder aux marchés. La prudence est toutefois de mise car la rentabilité des biocarburants dépend en grande partie du prix du pétrole brut : si le prix du brut est élevé, les coûts de production agricole seront plus élevés mais en même temps cela stimulera la demande de biocarburants. Dans le contexte de grande volatilité des prix du pétrole que nous connaissons aujourd'hui, il est toutefois difficile de faire des prédictions.

La production de biocarburants soulève aussi de manière plus générale le problème des subventions¹⁴, dont nous parlions brièvement plus haut et que reçoivent les producteurs des pays développés. Celles-ci représentent un obstacle majeur pour les paysans des pays en voie de développement. Selon l'OCDE « En 2007, le soutien accordé aux agriculteurs des pays de l'OCDE résultant des politiques agricoles a représenté 23 % de leurs recettes brutes. Il a ainsi enregistré une baisse par rapport aux 26 % enregistrés en 2006 et aux 28% de 2005 »¹⁵.

Les subventions à la production d'éthanol varient entre 0,30 et 1,00 USD par litre. Ces subventions aux producteurs occidentaux rendent les investissements dans la production de biocarburants dans les pays en développement moins attractifs et risquent de retarder l'apparition d'une production viable commercialement. Comme l'a encore précisé la FAO en début oct. 08 « Les politiques et subventions liées aux biocarburants sont à revoir d'urgence afin de maintenir l'objectif de sécurité alimentaire mondiale, protéger les agriculteurs pauvres, promouvoir un développement rural à large assise et garantir un environnement durable ».

¹² Déclaration de M.Diouf, Directeur Général de la FAO – publié dans un rapport de la FAO « State of Food and Agriculture – 2008 » Rome – Oct 2008.

¹³ CNUCED « Biocarburants » (UNCTAD/Press/PR/2007/008).

¹⁴ Le problème des subventions est crucial pour le développement des pays en voie de développement. Selon Jean Ziegler, ancien Rapporteur spécial des Nations-Unies pour le droit à l'alimentation, les subventions accordées par les pays du Nord à leurs agriculteurs sont une des causes à l'origine de la destruction des cultures vivrières dans l'hémisphère Sud.

¹⁵ « Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Panorama 2008 » OCDE – Paris – 2008.

b) négatives : cette production a un impact direct sur le prix des céréales, et en particulier du maïs puisqu'elle implique une baisse de l'offre de céréales pour l'alimentation humaine. Dans le rapport sur la *Situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*¹⁶, la FAO insiste sur les effets négatifs de l'augmentation de la production de biocarburants en précisant qu'elle met directement en danger la vie des agriculteurs pauvres et rend encore plus éloignée la notion de sécurité alimentaire mondiale. Précisons toutefois que lors de la Conférence de haut niveau sur la Sécurité alimentaire Mondiale organisée par la FAO en juin 08, le Secrétaire américain au Trésor a prétendu que l'impact des biocarburants depuis 2006 sur le prix des céréales n'était que de 2 ou 3%, alors que le FMI l'estime entre 20 et 30% comme nous l'avons déjà mentionné¹⁷.

Cette flambée des prix a eu des conséquences sociales immédiates. Ainsi au Mexique, la hausse des prix de la Tortilla, aliment de base des Mexicains fabriqué à partir de maïs, a poussé dans les rues des milliers de manifestants. Des émeutes de la faim ont aussi lieu en Afrique (Cameroun, Nigéria, Côte d'Ivoire), au Moyen Orient (Egypte) ou encore en Haïti où elles ont causé des morts.

La Production d'éthanol

Les USA et le Brésil représentent à eux deux 70% de la production d'éthanol au niveau mondial. Le pourcentage de la production totale de maïs utilisée dans la production d'éthanol est passé de 2.5% en 2000, à 5% en 2004, pour atteindre 11% en 2007¹⁸. Entre 2000 et 2007, la production mondiale d'éthanol a été multipliée par 3. En ce qui concerne les USA, en 2007, la production était d'environ 27 milliards de litres, soit une progression de 130% par rapport à 2003.

Production en 2007(milliard litres)

Total	52
USA	27
Brésil	19
EU	2
Chine	2

Source : FAO – SOFA - 2008

Selon la FAO, « sur un accroissement de près de 40 millions de tonnes d'utilisation totale du maïs à l'échelle mondiale en 2007, près de 30 millions de tonnes ont été absorbés par les plantes destinées à l'éthanol, et cela naturellement au détriment des cultures pour l'alimentation humaine ». D'après les prévisions, plus de 30% des récoltes de maïs 2008 des USA seront détournées vers les distilleries d'éthanol, soit plus de 12 % de la production mondiale de maïs.

Cette hausse du prix du maïs a eu pour effet de pousser les agriculteurs à augmenter les surfaces cultivées en maïs, entraînant par là-même une baisse de la production d'autres cultures et donc dans un deuxième temps une hausse des prix, en particulier pour le soja et le blé. L'extension des surfaces de maïs, conjuguée à des conditions climatiques favorables, s'est traduite par une récolte 2007 exceptionnelle.

Mais aujourd'hui la situation s'est retournée. Cette ruée vers la production d'éthanol a fait exploser l'offre. De plus la chute brutale du prix du pétrole rend l'éthanol beaucoup moins compétitif. Les faillites se succèdent à vive allure : VeraSun Energy Corp. ou encore Gateway Ethanol pour ne citer

¹⁶ « SOFA » FAO – Rome – 2008.

¹⁷ Voir à ce sujet « Biocarburants : Promesses et Risques » Rapport sur le développement dans le monde – 2008. Banque Mondiale – Washington – 2008.

¹⁸ « Prospects for the Global Economy – Agricultural Commodities » World Bank – Juin 2008.

que ces deux. Il est trop tôt à ce jour pour établir un bilan de la situation du marché de l'éthanol. Mais les experts ne prévoient pas un retour à la normale dans les prochains mois.

II.Situation à ce jour

Durant la Révolution Verte, la production agricole mondiale a augmenté en raison de l'augmentation des surfaces cultivées et de l'amélioration des rendements. De 1950 à la fin des années 80, la production mondiale de maïs a été multipliée par 3,4. Depuis 1990, sa progression s'est ralentie puisqu'elle n'est plus que de +24 %. Dans la même période, les surfaces ont progressé de 5,6 % et les rendements moyens sont passés de 37 à 43 q/ha.

Une fois encore, le **cas de l'Afrique** est différent : l'augmentation de la production a été faible d'une manière générale. Elle était due surtout à l'augmentation des surfaces, plutôt qu'à l'amélioration des rendements. Mais surtout, elle n'a pas suivi l'augmentation de la population : la croissance de la production fut de 2% alors que la population augmentait de 3%. Ce qui signifie donc que l'Afrique a dû importer. Depuis le début des années 60, elle est un importateur net de produits alimentaires.

Sur un plan global, ni les responsables politiques ni les organisations spécialisées ne s'attendaient pas à la crise qui a explosé dès la fin 2005. En 2000, la Fao précisait encore « *Entre juillet et décembre 99/2000, le prix à l'exportation du maïs américain était en moyenne de 89 dollars la tonne, soit 6 dollars de moins que l'année précédente à la même époque. En janvier, il a commencé à se raffermir lentement, principalement sous l'effet d'une attente de la baisse des stocks, surtout aux États-Unis. Quoi qu'il en soit, étant donné les vastes disponibilités exportables aux États-Unis et dans plusieurs autres pays exportateurs, y compris la Chine, une tension de l'offre est peu probable à court terme. En outre, étant donné l'accroissement des superficies ensemencées signalé en Argentine et aux États-Unis, le cours du maïs n'a guère de chances de remonter à moins que le redressement économique, notamment en Asie, ne suscite un accroissement de la demande de maïs fourrager beaucoup plus rapide que ce que l'on prévoit actuellement* »¹⁹.

Aujourd'hui, cet optimisme béat n'est plus de mise. Depuis 2005, la situation s'est complètement transformée. Le recul de la production céréalière des grands pays exportateurs, accompagné des causes que nous avons mentionnées plus haut, a suscité l'envolée des prix entre 2006 et juin 2008. Si on constate aujourd'hui une baisse, il est peu probable que les prix reviendront aux niveaux d'avant la crise comme nous l'avons déjà précisé.

1)Production de maïs

Les Etats-Unis sont le premier producteur de maïs, suivi par la Chine, puis par l'Argentine et le Brésil et en Europe ce sont la France, l'Italie et la Roumanie. Toute variation de la production de ces pays, en particulier celle en provenance des USA, a un effet immédiat sur le prix mondial.

¹⁹ « Situation Mondiale de l'Agriculture » FAO – Rome - – 2000.

Production de maïs en 2005 (principaux producteurs)

2005	Production millions de tonnes	Surface cultivée millions d'hectares	Rendement quintaux/hectare
 États-Unis	282,3	30,4	92,9
 Chine	139,5	26,8	52,0
 Brésil	35,1	11,5	30,5
 Argentine	20,5	2,8	73,7
 Mexique	18,0	6,6	27,3
 Inde	14,7	7,8	14,9
 France	13,8	1,7	83,7
 Indonésie	12,0	3,5	34,3
 Afrique du Sud	11,7	3,2	36,5
 Italie	10,5	1,1	93,5
 Roumanie	10,4	2,6	39,8
 Canada	9,5	1,1	86,3
TOTAL	709,4	145,0	48,9

Source : [Faostat](#)

En 2005, de faibles récoltes, en particulier en Europe, Australie et surtout aux USA, dues à une réduction des surfaces cultivées et aux intempéries ont mis un terme à la tendance baissière des prix. Entre 2004 et 2006, la FAO précise que la production de maïs aux USA, Union Européenne a baissé de 12 à 16% respectivement²⁰. En Australie et au Canada, les rendements ont chuté d'un cinquième environ au total, et dans de nombreux pays, ils se sont maintenus ou ont reculé. La production céréalière a enregistré une hausse significative en 2007, et plus particulièrement la production de maïs aux États-Unis, en réponse au relèvement des cours.

Maize	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09 (proj.)
Production	696	708	787	773

Source : International Grain Council

²⁰ Voir à ce sujet « [Food Policy Report](#) » by J.von Braun - IFPRI - Dec. 2007.

Production de maïs en 2005, 2006 et 2007 (tonnes)

	2005	2006	2007
World	715'813'543	699'285'375	784'786'580
USA	282'310'690	267'597'970	332'092'180
Europe	63'382'056	56'266'747	50'575'061
Chine	139'498'473	145'610'433	151'970'000
Brésil	35'113'312	42'661'667	51'589'721
Argentine	20'482'572	14'445'538	21'755'364
Australie et Nouvelle - Zélande	629'925	467'054	617'000

Source : Faostat

Tableau Comparatif de la situation en 2007 pour le maïs

Pays	Production (Millions de tonnes)	Surface cultivée (millions d'ha)	Rendement (Q/ha)
USA	332.092	35.022	94.8
Communauté Euro.	50.575	8.021	63.0
Pays à faible revenu	24.43	73.61	33.2
Pays les moins développés	26.242	17.89	14.6

Source : Faostat

Production, Surfaces cultivées, Rendements entre 1961 et 2007

- A) des USA, premier producteur mondial de maïs** : la production est multipliée par 3.5 – l'augmentation est surtout forte à la fin des années 90, du fait de la forte augmentation des rendements et des surfaces cultivées.

	1961	1967	1977	1987	1997	2007
Production (tonnes)	92'129'912	125'341'280	169'483'944	188'156'800	241'047'000	332'646'680
Surfaces cultivées (ha)	23'484'920	24'916'188	29'716'852	25'079'300	30'454'100	36'383'400
Rendement (hg/ha)	39.22	50.30	57.03	75.02	79.15	94.17

Source : FAOstat

- B) des Pays les moins développés** : l'augmentation de la production est due essentiellement à l'augmentation des surfaces, plutôt qu'à l'amélioration des rendements qui restent très faibles.

	1961	1967	1977	1987	1997	2007
Production (T)	7'344'096	8'551'840	10'753'090	12'155'536	16'656'692	26'242'404
Surfaces cultivées (ha)	7'621'646	8'618'169	11'697'752	11'326'191	14'216'102	17'893'584
Rendement (hg/ha)	9.63	9.92	11.72	10.73	11.71	14.66

Source : FAOstat

C) du Cameroun²¹

	1961	1967	1977	1987	1997	2007
Production(T)	360'000	310'000	477'338	386'000	760'000	923'000
Surfaces cultivées (ha)	460'000	413'000	531'654	202'226	375'000	480'000
Rendement (hg/ha)	7.8	7.50	8.97	19.13	20.26	19.22

Source : Faostat

La situation du Cameroun est particulière dans la mesure où ce pays a connu une très forte crise économique à la fin des années 80 et la croissance n'est revenue que vers la moitié des années 90. Depuis 1994, l'augmentation de la production a été supérieure à la croissance de la population.

On considère 2 périodes :

- a) 1^{ère} période : 1964/1983 : l'augmentation de la production se fait essentiellement en raison de l'augmentation des surfaces cultivées et non du rendement (0.4%).
- b) 2^{ème} période : 1983/2004 : l'augmentation de la production est due au rendement plutôt qu'à l'augmentation des surfaces.

Perspectives²²

Selon la FAO (Perspectives de l'alimentation – 2008) la production de maïs devrait rester pratiquement inchangée en 2008 pour s'établir à 780 millions de tonnes. Les récoltes plus abondantes déjà engrangées dans l'hémisphère Sud et un redressement de la production en Europe devraient compenser le recul de la production aux États-Unis. En Amérique du Sud, la récolte de la campagne principale est en cours et la production devrait passer à un nouveau niveau record d'environ 89 millions de tonnes suite à l'expansion des superficies en Argentine et au Brésil, les plus gros producteurs de la région, en réaction à la hausse des cours mondiaux. En Afrique australe, en dépit des conditions météorologiques moins qu'idéales qui ont régné tout au long de la campagne (pluies tardives à l'époque des semis, inondations puis retour à un temps trop sec en certains endroits), les perspectives globales concernant les principales céréales secondaires sont jugées bonnes, en particulier en Afrique du Sud touchée par la sécheresse l'an dernier.

« Aux États-Unis, un recul de 8 pour cent de la superficie consacrée au maïs est prévu après les semis exceptionnels de l'an dernier; néanmoins, elle devrait rester à un niveau très élevé par rapport au passé récent, du fait de la forte demande et des prix élevés du début de l'année. Toutefois, du fait des retards importants de semis enregistrés fin avril et début mai en raison du temps humide, il faudra compter fortement sur un temps plus sec pendant le reste de la campagne de semis pour couvrir la surface prévue. À supposer que les producteurs puissent achever les semis prévus dans les délais habituels, la récolte devrait avoisiner 308 millions de tonnes en 2008, soit quelque 7 pour cent de moins que l'an dernier » (Perspectives de l'alimentation -2008 – FAO).

La Fao prévoit que la production agricole mondiale devrait baisser de 16% d'ici à 2020 en raison des changements climatiques. Mais l'impact de ces changements sera beaucoup sévère sur les pays en

²¹ « Voir à ce propos “Progrès agricoles au Cameroun, Ghana et au Mali. Comprendre les causes et maintenir la dynamique » J.Dewbre et A. Borot de Battisti – OCDE - Paris

²² « Perspectives de récolte et situation alimentaire » N°3 – FAO – Rome - Juillet 08

voie de développement que sur les pays développés : la baisse de la production devrait être de 20% dans les pays en voie de développement, mais seulement de 6% dans les pays développés.

2) Consommation /Utilisation du maïs

Ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, la demande de céréales et plus spécialement de maïs, a augmenté en particulier suite à l'augmentation de la population mondiale et de la demande pour les biocarburants.

Quantité de consommation alimentaire (tonnes) du maïs

	<u>1965</u>	<u>1975</u>	<u>1985</u>	<u>1995</u>	<u>2003</u>
<u>Monde</u>	50'768'000	66'657'000	85'579'000	104'064'000	116'418'000
<u>Afrique subsaharienne</u>	7'524'000	10'547'000	14'672'000	21'831'000	24'549'000
<u>Monde/pays développés</u>	7'587'000	8'447'000	10'910'000	14'286'000	16'996'000

Source : FAOstat

Répartition mondiale des céréales secondaires (le maïs représente environ 70% du total des céréales secondaires)

	<u>2004/05</u>	<u>2005/06</u>	<u>2006/07</u>
<u>Production mondiale</u>	1035	1002.3	981
<u>Utilisation totale</u>	991.2	998.7	1017.4
<u>Alimentation humaine</u>	175.6	178.8	183.3
<u>Fourrage</u>	635.4	624.3	622.0
<u>Autres utilisations</u>	180.2	195.6	212.2

Source : FAO - « Perspectives de l'alimentation » 2005,2006, 2007.

On note la forte progression de la section « autres utilisations » qui comprend l'utilisation industrielle, et en particulier celle destinée à la production d'éthanol. En 2005/06, les USA ont consacré jusqu'à 40 millions de tonnes de maïs à la production d'éthanol, soit presque le même volume que les 25 États membres de l'UE réunis devraient destiner à la consommation animale. En 2006/07, l'utilisation de maïs pour la production d'éthanol fut de 70 millions de tonnes au niveau mondial, dont 54 produits par les USA. En 2007/08, ces chiffres passent à 92 millions de tonnes au total, avec une production américaine de 79 millions de tonnes.

Selon la FAO, l'expansion prévue de l'utilisation totale de céréales secondaires en 2008/09 sera due essentiellement à l'accroissement soutenu de l'utilisation de maïs dans la production d'éthanol aux États-Unis. Le volume total de maïs consacré à ce secteur en 2008 aux États-Unis s'établit à environ 102 millions de tonnes, ce qui représente quelque 23 millions de tonnes de plus que les chiffres estimatifs pour 2007/08 et près du double du volume utilisé en 2006/07.

3) Les Stocks

Selon la FAO, depuis la précédente hausse des prix de 1995, le niveau des stocks mondiaux de produits alimentaires a baissé en moyenne de 3,4 pour cent par an, la croissance de la demande ayant devancé l'offre²³. Ceux-ci sont passés de 32% de la demande globale en 1999 à 13% en 2007²⁴. Cette année, comme nous l'avons précisé plus haut, la demande sera d'environ 773 millions de tonnes, alors que la production n'atteindra que 790 Mt.

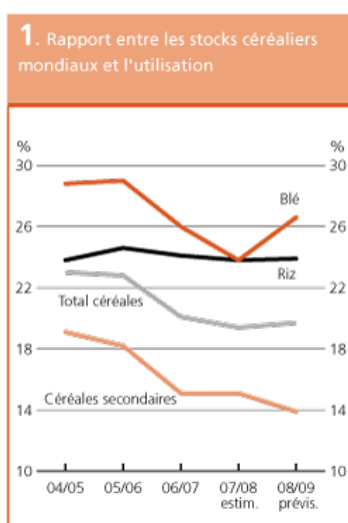
Stocks de maïs

2004/05	05/06	06/07	07/08	08/09
135	132	116	127	112

Source : International Grain Council

Il y a de nombreuses raisons pour expliquer cette dégradation progressive des stocks, en plus de l'insuffisance de l'offre. Ainsi selon la FAO, un certain nombre de changements dans les politiques mises en œuvre depuis les Accords du Cycle de l'Uruguay ont contribué à la réduction des stocks dans les principaux pays exportateurs, à savoir: la taille des réserves détenues par des institutions publiques, les coûts de stockage élevés des denrées périssables, le développement d'autres instruments moins onéreux de gestion du risque, l'augmentation du nombre de pays ayant la capacité d'exporter, et les progrès des technologies de l'information et des transports.

Une chose est certaine : des stocks bas impliquent qu'il devient très difficile de réguler le marché en cas de hausse des prix. La seule option pour le gouvernement est alors une augmentation des importations, ce qui pour beaucoup de pays en voie de développement représente une charge très lourde. Mais encore faut-il pouvoir se procurer les importations. Durant la flambée des prix, certains pays exportateurs n'ont pas hésité à interdire les exportations. Ce fut le cas de la Tanzanie qui a interdit les exportations de maïs en janvier 2008 et de nombreux pays asiatiques qui ont interdit les exportations de blé et de riz.



Source : FAOstat

²³ Supra note 11.

²⁴ Supra note 5.

Les perspectives pour 2008/09 ne sont d'ailleurs pas guère réjouissantes. Selon la FAO « Confirmant la persistance d'un marché tendu pour la nouvelle campagne (2008/09), le rapport entre les stocks céréaliers mondiaux en 2008/09 et l'utilisation tendancielle de céréales dans le monde pour la prochaine campagne devrait s'établir à 19,7 pour cent, soit à peine plus que le plus bas niveau des 30 dernières années enregistré en 2007/08 (19,4 pour cent). *Parmi les principales céréales, les conditions du marché devraient être les plus tendues pour les céréales secondaires, maïs en particulier.* Une utilisation totale supérieure à la production mondiale étant attendue, le rapport entre les stocks et l'utilisation de céréales secondaires devrait chuter pour passer à 13,9 pour cent, soit le plus bas en 30 ans ».

Si le niveau des stocks est préoccupant, la gestion en est un autre. Selon Jacques Diouf, DG de la FAO, « on perd parfois entre 40 et 60% de la production, faute de moyens de stockage adéquats » (interview de J.Diouf donnée le 18.9.08).

4) Les rendements

Comme nous l'avons précisé plus haut, les rendements ont connu une hausse constante mais inégale durant les années de la Révolution Verte. En Europe (comprise l'ex-URSS) où les progrès de productivité ont été les plus spectaculaires entre 1950 et 1990 (58 q/ha en 1987 contre 12 q/ha en 1950), ils restent maintenant stables à 58 q/ha du fait de fortes variations essentiellement imputables aux pays de l'Europe de l'Est qui connaissent des baisses significatives de rendement en 1992 et 2000. Mais il existe des écarts importants entre les pays.

En Amérique du Nord, durant la même période, les rendements ont poursuivi leur progression passant de 74 à plus de 85 q/ha et sont aujourd'hui de plus de 90q/ha. En Amérique du Sud, ils sont passés à plus de 73q/ha pour certains pays (Argentine) et en Afrique, ils ont moins progressé, restant en dessous de 20q/ha. Cette faiblesse de la rentabilité est un problème essentiel car c'est justement là où les rendements sont les plus faibles que la natalité et donc la demande est la plus forte

Dans le monde, les zones à haut rendement (supérieur à 50 q/ha) sont très limitées. Elles concernent principalement les Etats-Unis (où les rendements sont généralement plus élevés) et l'Europe avec notamment la France et l'Italie. Plus de 30 % des superficies de maïs grain sont localisées dans ces zones dont 28 millions d'hectares aux Etats-Unis et près de 14 millions d'hectares en Europe (comprise l'ex-URSS). Dans ces zones, le maïs est cultivé de façon intensive et il est destiné essentiellement à l'alimentation animale et aux industries de transformation.

Cas de l'Afrique

Ainsi que nous le mentionnions plus haut, la productivité africaine est à la traîne. A titre d'exemple, mentionnons que la productivité des engrais (calculée en fonction des hausses de rendement du maïs) serait, en Afrique, inférieure de 36 pour cent à celle de l'Asie et de 92 pour cent à celle des pays développés.

"The low performance of agriculture in Africa is therefore at the heart of its slow economic growth. It is the only region of the world where per capita food production has been declining for the past three decades. Cereal yields in Africa are a quarter of the global average. Africa's soils are the poorest in the world. At the root of the food problem in Africa is the severe depletion of its soils. Africa's rate of deforestation is 200% of the global average, according to the Food and Agriculture Organization of the United Nations. Africa loses 8 million metric tons of soil nutrients per year. Over 95 million hectares have been degraded. Over 95 million hectares of land, or 75% of arable land,

have serious soil fertility depletion problems. It is estimated that the continent loses at least \$ 4 billion worth of soil nutrients every year ²⁵.

Le faible taux de rendement de l'agriculture africaine, témoigne de l'échec de la Révolution Verte des années 60. Si augmentation il y a eu, c'était surtout par le biais de l'augmentation des surfaces. Pour comprendre cette situation, il faut savoir qu'en Afrique les ¾ des terres agricoles sont cultivées sans avoir recours aux engrais, ni aux semences spécifiques. Il faut aussi se rappeler l'importance du nombre des petites exploitations agricoles dans le contexte africain. Or celles-ci ne peuvent avoir recours au crédit comme les grandes exploitations, car le risque est trop grand.

Améliorer la productivité est considéré par de nombreux experts comme la base de toute forme de développement. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la Rockefeller Foundation et la Bill et Melinda Gates Foundation ont décidé de s'associer pour fonder « L'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique » (AGRA) dont le but premier est justement d'augmenter la productivité. Le recours intensif aux engrais sera facilité, mais aussi il sera beaucoup tenu compte de la position des petits exploitants, comme le souligne le président d'AGRA, Kofi Annan ²⁶.

Principales causes de la faiblesse de la productivité

Les causes de la faiblesse des rendements sont multiples et touchent non seulement l'agriculture, mais aussi l'éducation, la santé ou encore les infrastructures. Dans le cadre cette étude nous nous limiterons à mentionner quelques causes directement liées à l'agriculture.

Les engrais

Les sols africains sont parmi les plus pauvres du monde : alors qu'en Asie et Amérique latine la moyenne annuelle d'engrais est de 140kg/ha/an, en Afrique subsaharienne, elle est d'environ 9 kg/ha/an ²⁷. Selon la FAO il faudrait augmenter cette moyenne à 23kg/ha/an. Aujourd'hui, le prix des engrais a fortement augmenté. Une tonne d'engrais se vend plus de 1'300 US\$. Ainsi l'AGRA promet 180 millions US\$ pour revitaliser les sols des petits exploitants ²⁸.

Les semences ²⁹

On ne peut pas parler du problème des semences, sans évoquer le « Global Seed Vault » créé en début 2008 à Svalbard ³⁰, en Norvège. Situé à 1'000 km du Pôle Nord, creusée à même la roche arctique, cette banque de semences se propose de préserver la biodiversité agricole. Dans ce but il cherche à réunir la plus grande quantité possible de semences au niveau mondial : il est prévu d'y conserver à température constante de -20° plus de 4 millions de graines. Cela concerne autant le blé, le riz ou le maïs. Il travaille en collaboration avec le CGIAR (Consultative Group on International Agricultural Research) qui est le réseau mondial regroupant les centres de recherche agricole mondiale. Il comprend notamment l'IRRI aux Philippines, le CIMMYT à Mexico ou encore l'IFPRI à Washington. Or la diversité favorise la recherche qui est essentielle pour deux raisons :

- a) Augmentation des rendements : nous l'avons déjà mentionné par rapport à la Révolution Verte des années 60, la recherche est essentielle pour découvrir les semences qui permettent une augmentation des rendements.
- b) Changements climatiques : certaines plantes cultivées aujourd'hui auront disparus d'ici 50 ans, suite au réchauffement climatique. Nécessité donc d'en découvrir de nouvelles qui soient résistantes à la sécheresse, aux inondations.

²⁵ Food Security in Africa : Helping Africans feed themselves by Akinwumi Adesima – Vice-President – Agra – Sept.08 – page 3.

²⁶ Voir à ce propos « www.agra-alliance.org »

²⁷ « How to boost fertilizer use by African smallholders » IFAD – Press release – March 2006.

²⁸ Voir à ce propos www.agra-alliance.org

²⁹ Voir à ce propos doc. du CGIAR « A Scientific Achievement for Agricultural Development in SSA » Dec.07.

³⁰ Financée par le gouvernement norvégien, la FAO et la Fondation Bill et Melinda Gates, le « Global Seed Vault » est supervisée par le Gvt norvégien, la Banque des gènes nordiques et le Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures (Global Crop Diversity trust).

Concernant plus spécifiquement le maïs, les paysans ont besoin de variétés plus résistantes à toute une série de maladies (comme l'helminthosporiose et le virus des striures du maïs), aux ravageurs (les foreurs d'épi et les charançons), aux adventices, et de plus en plus aux conditions climatiques imprévisibles. Le parasite striga par exemple ou encore le foreur de tige (stem borer), sont à l'origine d'une perte de céréales estimée à plus de 7 millions de dollars US par an, ce qui a des conséquences néfastes sur la vie de près de 300 millions d'Africains.

En 2003, le « Maize Breeders for Africa Network » (MBNet), créé en 2003 grâce au soutien de la Rockefeller Foundation, se propose de favoriser la recherche de nouvelles semences et d'accélérer la mise sur le marché des nouvelles. Selon Jane Ininda, fondatrice du MBNet, ces autorisations peuvent prendre jusqu'à 5 ans³¹.

Nouvelle approche : importance donnée aux petits paysans

Rappelons que 80% des pauvres en Afrique vivent dans des zones rurales et dépendent de l'agriculture pour subvenir à leurs besoins. De plus la majorité des exploitations agricoles, souvent gérées par des femmes, sont de moins d'un hectare. Elles produisent juste assez pour nourrir les paysans et leur famille de telle sorte qu'il ne reste rien pour vendre. Mais même quand ces exploitants essaient de produire pour la vente, donc d'augmenter la production, les problèmes sont immenses et multiples : accès au crédit, simplification des formalités ou encore formation insuffisante.

Jusqu'à présent non seulement les petits paysans n'avaient pas accès aux « outils » du développement, mais en plus ils n'étaient pas pris en compte : l'approche était « Top / Down », alors qu'elle aurait dû être « Bottom/Up ». Or c'est très souvent le paysan lui-même qui connaît le mieux son métier et non des spécialistes déconnectés des réalités locales.

Idéalement, le meilleur système serait un mélange des deux. S'il est évident que les personnes directement concernés par les réformes à savoir les paysans eux-mêmes, doivent être consultés, en revanche les responsables au niveau international comme national doivent aussi être pris en compte car ce sont eux qui ont accès aux capitaux.

Les causes de l'échec des années 60 ont visiblement été bien prises en compte. La « Bill et Melinda Gates Foundation », en collaboration avec la « Howard G. Buffett Foundation » et le gouvernement belge se sont associés avec le WFP, pour mettre sur pied des programmes destinés exclusivement aux petits exploitants : un programme, appelé Purchase for Progress (P4P) se propose de racheter la production directement des petits exploitants.³² Il vise essentiellement l'Afrique Australe et l'Amérique latine.

Gestion de l'eau

Le maïs est, après le riz, la céréale qui nécessite le plus d'eau. C'est une plante d'été qui doit être spécialement arrosée en période de floraison, en plein été. Le rendement de la culture de maïs dépend donc directement de la quantité d'eau disponible.

La gestion de l'eau est un des éléments essentiels pour augmenter les rendements. Or en Afrique subsaharienne, la gestion de l'eau est très en retard par rapport à celle d'autres pays : seulement 1/5 du potentiel d'irrigation a été utilisé. Ainsi alors que l'Afrique subsaharienne augmentait sa surface irriguée de seulement 4 millions d'hectares durant les derniers 40 ans, la Chine l'a développée de 25 millions d'Ha et l'Inde de 32 millions d'Ha³³.

Mais s'il est évident qu'il faut développer le système d'irrigation, il faut aussi construire un système de stockage d'eau adéquat afin de pouvoir faire face à la pénurie en période de sécheresse. Or en

³¹ Voir à ce propos «www.africancrops.net/maizenetwork»

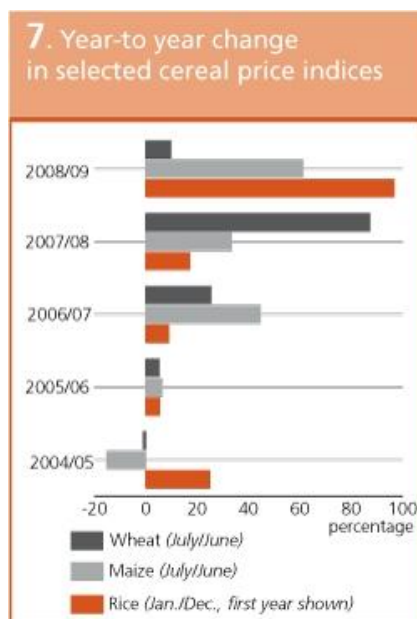
³² News Press Release - World Food Program – 24.9.07

³³ « Investment in Agricultural Water for Poverty Reduction and Economic Growth in Sub-Sahara Africa » FAO – IFAD – IWMI – World Bank. Feb 07.

Afrique subsaharienne, ceci n'a pas été suffisamment pris en compte. Selon la FAO, « Most countries in the region have low levels of water storage infrastructure, averaging 543m3 per capita, compared to 2'428 m3 in South America and well below the world average of 963m3 per capita »³⁴.

5) Prix du maïs³⁵

Comme nous le mentionnions plus haut, le prix des céréales a subi une tendance baissière en terme réel durant plusieurs décennies. Il y a eu certes une certaine volatilité des prix dans le passé. Ainsi les prix des denrées alimentaires ont connu une forte hausse en 1995, suivie d'une baisse drastique en 1999, avant de se relever en 2000. Mais la hausse à laquelle on assiste aujourd'hui est inégalée : depuis 2006 les prix des céréales – maïs et blé en particulier – ont atteint des niveaux encore jamais atteints³⁶. L'indice FAO des prix alimentaires a augmenté en moyenne de 8 pour cent en 2006 par rapport à l'année précédente, le maïs de 24 % en 2007 par rapport à 2006. Au cours du premier trimestre 2008, les prix nominaux des principales denrées alimentaires ont atteint leur plus haut niveau en près de 50 ans, tandis que les prix réels atteignaient leur niveau record en près de 30 ans. Le principal facteur à l'origine de cette évolution est l'impact dévastateur des récentes inondations sur les récoltes de maïs de cette année aux États-Unis, plus gros pays producteur et exportateur au monde. Au cours de la première quinzaine de juillet 08, le maïs américain (No. 2, jaune, Golfe) cotait en moyenne 292 USD la tonne, soit 11 USD la tonne de plus que la moyenne de juin et le double de la moyenne enregistrée en juillet 2007. L'affaiblissement du dollar des États-Unis et la hausse du prix du pétrole brut ont aussi contribué au relèvement des cours du maïs. Sur les marchés à terme, les prix étaient volatils au début juillet³⁷.



Source : Faostat

³⁴ Ibid.

³⁵ « La flambée des prix des denrées alimentaires : faits perspectives, effets et actions requises » Doc. de la Conférence de Haut Niveau sur la Sécurité Alimentaire Mondiale - Fao – Rome – Juin 2008.

³⁶ « Perspectives de l'alimentation – Food Outlook 2006 » FAO – Rome – 2006.

³⁷ Supra note 9.

Depuis la mi-septembre la crise financière qui affecte les marchés, affecte aussi les matières premières agricoles qui ont fortement baissé : le prix du maïs a chuté de 28%. Le boisseau³⁸ de maïs avait atteint plus de 7 US\$ en juillet pour baisser à moins de 4 US\$ à la mi-octobre.

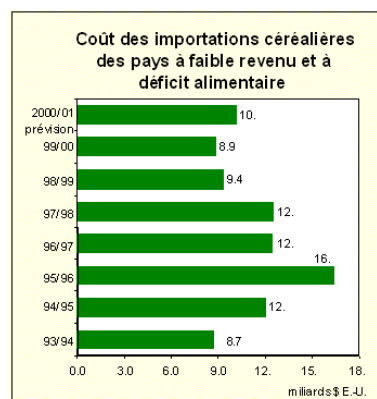
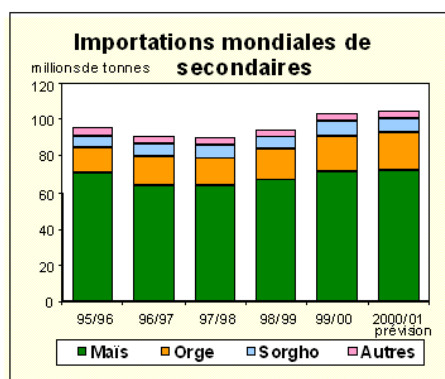
6)Commerce international

Situation du maïs / niveau mondial (tonnes).

	04/05	05/06	06/07	07/08	08/09
Production	713	696	708	787	774
Echange (Imp)	76	79	87	100	88
Consommation	686	700	724	776	789
Stocks	135	132	116	127	112

Source : International Grain Council

Importations : durant les années qui ont précédé la crise de la fin 2005, les quantités importées étaient relativement stables. Pour le maïs, environ 70 millions de tonnes étaient importées chaque année. Quant aux coûts, à l'exception de 95/96, ils oscillaient autour de 10 milliards de US\$ pour les pays à faible revenu.



Source : FAOstat

Mais l'augmentation du prix des céréales de la fin 2005, a signifié pour les pays importateurs, en particulier pour les pays les plus vulnérables, une facture beaucoup plus lourde.

³⁸ 1 boisseau = 25,4 kg

Imports in thousands of US\$/ Maize (Updated in June 2008) / Source : ILO

Flow	Import	PARTNER	World	PRODUCT	Maize (not including sweet corn),		
YEAR	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
ECONOMY							
World	10135416	10107418	11031936	12724265	14490535	13600032	15160129
Developing economies: Africa	1150096	1171586	1556948	1421018	1493049	1691587	1752641
Developing economies:							
America	1744626	1718943	1701661	1894282	2113281	2059734	3007401
Developing economies: Asia	2830109	2652601	2841160	3512071	3937048	3588932	3685530
Developed economies:							
America	344614	465348.2	576192	555600.8	394684.7	381574.4	455789.5
Developed economies:							
Europe	1878461	1903111	2149038	2708041	3180501	2983789	3284597
LDCs: Africa and Haiti	67887.81	64703.76	200139.4	157871.4	124300.7	125542.3	182547.7

Au début avril 2008, la FAO précisait que « la facture des importations céréalières des pays les plus pauvres du monde devrait augmenter de 56 % en 2007/2008 après une hausse significative de 37 % en 2006/2007 ». Pour les pays les plus pauvres, celle-ci devrait augmenter en 2008 d'environ 1/3 par rapport à 2007, soit l'accroissement le plus important jamais enregistré d'une année sur l'autre. La baisse constatée récemment devrait naturellement avoir un impact, mais qu'il est trop tôt pour quantifier.

Exportations :

Principaux exportateurs en 2007 :

USA : 63 milliards de tonnes

Argentine : 14 milliards

Brésil : 10 tonnes

Autres : 13 milliards

	04/05	05/06	06/07	07/08
USA	46	51	56.6	62.2
Argentine	12.4	11.4	13.2	14.7
Brésil	2.7	1.2	5.9	10.7
Autres	14.2	15.6	12.5	12.3

Source : International Grain Council

Si la flambée des prix a représenté un terrible fardeau pour les pays importateurs, elle fut une aubaine pour les pays exportateurs et surtout pour le premier d'entre eux, les USA. Notons que parmi les petits exportateurs, certains dont les stocks étaient très bas ont interdit toute exportation de céréales, comme nous l'avons déjà mentionné. Ceci a certainement contribué à la panique générale qui a sévit au début de 2008.

III. Les OGM (Organismes génétiquement modifiés).

Définition : organisme vivant, végétal ou animal, qui a subi une modification non naturelle de ses caractéristiques génétiques initiales.

Cette modification peut intervenir sous trois formes :

- a) Ajout d'un gène
- b) Suppression ou
- c) Remplacement d'au moins un gène.

L'objectif est de transférer dans une cellule de l'organisme receveur, un ou plusieurs gènes prélevés dans un autre organisme vivant, y compris si celui-ci n'est pas de la même espèce de l'hôte. Cette opération est appelée transgénèse.

Tout commence en 1953 avec la découverte de la structure de l'ADN (acide désoxyribonucléique), support de l'information génétique. Cette révélation bouleverse la biologie, ouvrant la voie à d'extraordinaires progrès dans le domaine de la connaissance du vivant. Durant trois décennies, le génie génétique (méthodes d'investigation et d'expérimentation sur les gènes) se développe. On apprend à *isoler, découper* et *transférer* les gènes héréditaires. Un long processus qui permet de passer, dans les années 1980, au stade de l'application. Mais cette évolution ne va pas sans soulever de multiples débats : le développement des OGM est devenu au cours des années l'objet de tous les espoirs mais aussi de toutes les angoisses des scientifiques comme de la population en général. C'est à la fois un sujet très difficile à traiter en raison des enjeux en présence, mais aussi très sensible car les partis politiques s'en sont saisis pour des motifs de propagande.

Il n'est pas possible dans le cadre de cette étude de donner tous les arguments en faveur ou contre les OGM. D'une manière générale si certains s'accordent à leur reconnaître des aspects positifs, de nombreuses personnes, y compris des scientifiques et des organisations internationales comme la FAO et l'OMS, s'interrogent sur leurs conséquences à long terme : à ce jour il n'y a pas assez d'évaluations portant sur le long terme. Ils insistent donc sur l'importance de respect du principe de précaution.

Il est toutefois possible d'établir trois niveaux d'opposition :

- a) Agricole/Environnement
- b) Santé
- c) Economique

a) Niveau agricole / Environnement :

En faveur des OGM : les OGM permettraient une augmentation des rendements sans augmentation des pesticides et insecticides. Ainsi le maïs transgénique Bt 176 (Bt : *Bacillus thuringiensis*) est résistant aux insectes, en particulier aux pyrales et à la sésamie.

Il faut moins d'engrais et moins d'eau et certaines terres, impropres à la culture en raison de la sécheresse, pourraient devenir cultivables. Les défenseurs des OGM n'hésitent pas à prétendre que ceux-ci pourraient notamment garantir un approvisionnement alimentaire sûr des pays en voie de développement.

Notons encore que les OGM pourraient aussi être utilisés pour des actions en faveur de l'environnement comme par exemple la dépollution des sols.

Contre les OGM : Les agriculteurs prétendent que si les rendements sont supérieurs la première année, ce n'est pas le cas pour la suite. De plus si le maïs Bt est résistant aux insectes la première année, tel n'est plus le cas par la suite : les insectes s'adaptent et il faut à nouveau utiliser les insecticides.

La FAO insiste notamment sur le fait que les gènes peuvent atterrir dans des endroits inattendus ou muter avec des effets nocifs. D'autre part il existe des gènes « dormants » qui ne sont activés que dans certaines conditions, et cela avec des conséquences très négatives. La FAO ajoute encore que les OGM pourraient rivaliser ou se reproduire avec les espèces sauvages comme le fait le poisson d'élevage : les plantes transgéniques pourraient alors constituer un danger pour la biodiversité.

L'OMS pour sa part insiste en particulier sur les effets nocifs potentiels pour certains insectes bénéfiques ou encore l'apparition accélérée d'insectes résistants, ce qui aurait des conséquences pour la biodiversité et la vie

sauvage.

b) Niveau de la santé ³⁹:

En faveur des OGM : certains OGM peuvent contenir des éléments favorables à la santé, à l'exemple du riz OGM qui contient du fer et du carotène, élément pouvant pallier les déficiences de certains régimes alimentaires. D'autre part des progrès majeurs ont été accomplis notamment dans le domaine de la thérapie génique.

Contre les OGM : les scientifiques insistent sur l'absence d'évaluation à long terme des OGM et recommandent que le principe de précaution soit appliqué. Un groupe FAO/OMS s'est formé qui doit étudier les conséquences possibles des OGM, en particulier leur pouvoir allergisant.

c) Niveau économique :

En faveur des OGM : augmentation des rendements. Selon les scientifiques qui militent en leur faveur, les OGM représentent la seule solution pour faire face à l'augmentation de la demande mondiale.

Contre les OGM : la production d'OGM soulève le problème du rôle et de l'influence des grands groupes de l'agro-alimentaire, les semenciers, sur le processus décisionnel. Il s'agit en particulier de l'entreprise Monsanto qui domine le marché leader mondial du marché des OGM ⁴⁰.

Les griefs concernant Monsanto sont multiples et concernent :

- Toxicité : certains produits mis sur le marché (PCB, l'Agent Orange utilisé au Vietnam, ou encore l'hormone de croissance bovine), d'ailleurs tous interdits aujourd'hui, soulèvent la question de la toxicité des produits Monsanto ⁴¹. En ce qui concerne les OGM, l'entreprise prétend que ceux-ci doivent être considérés comme des plantes traditionnelles sans aucun effet négatif sur la santé.
- Influence au niveau politique, scientifique ou encore sur l'opinion publique : par le biais d'un lobbying intensif, cette entreprise exerce son influence sur les autorités afin de faire adopter des règlements en sa faveur ⁴².
- Monopole exercé sur les semences transgéniques qui sont brevetées par l'entreprise. Ces brevets impliquent que les paysans n'ont plus le droit de conserver une partie de leur récolte pour ensemercer leur champ l'année suivante mais doivent racheter des semences chaque année, ce qui signifie pour beaucoup tomber dans le piège de l'endettement. En Inde de très nombreux paysans se sont suicidés en raison de dettes.

Le maïs transgénique (maïs Bt) : Le maïs transgénique "Bt", résistant aux insectes ravageurs a été la première application pratique du génie génétique en protection des cultures. Sa culture a été autorisée en 1996 aux États-Unis, où il est cultivé à grande échelle depuis le printemps 1997. Le maïs transgénique a la capacité de résister à la pyrale, une chenille qui creuse des galeries dans la plante, qui alors se dessèche et perd ses épis. Les pertes peuvent atteindre jusqu'à 30% des récoltes. Afin de lutter contre ce fléau, on a introduit un gène provenant d'une autre bactérie, le *Bacillus thuringiensis* (Bt). Cette bactérie, présente dans la nature, sécrète une protéine toxique pour la pyrale de maïs. Précisons encore que la *protéine Bt naturelle* est utilisée dans l'agriculture bio, alors que c'est une *protéine Bt modifiée* qui introduit dans le maïs Bt.

Monsanto produit et commercialise un maïs Bt : Mon 810.

Situation juridique des OGM : si les OGM sont autorisés aux USA, au Canada ou encore en Argentine, en revanche leur situation juridique est très confuse en Europe. Alors que l'Autorité Européenne de Sécurité des

³⁹ « 20 questions sur les aliments transgéniques » Commission du Codex Alimentarius (Codex) FAO/OMS.

⁴⁰ Parmi les sociétés agro-alimentaires qui fabriquent des OGM, notons encore Syngenta (CH), Novartis(CH) ou DuPont Pioneer (USA).

⁴¹ C'est aussi Monsanto qui produit le Roundup, insecticide en vente actuellement, mais que de nombreux scientifiques jugent hautement cancérigènes. R.Bellé, chercheur au CNRS, a déclaré le Roundup cancérigène. Voir à ce propos Marie-Monique Robin « Le Monde selon Monsanto- de la dioxine aux OGM. Une multinationale qui nous veut du bien » La Découverte – Paris- Mars 2008.

⁴² Notons l'exemple de Michael Taylor qui a travaillé pour la FDA (Federal Drug Administration) avant de devenir vice-président de Monsanto.

Aliments (EFSA) l'autorisait, 5 pays européens, dont la France, n'ont pas hésité à interdire le maïs MON 810. Le gouvernement français a décidé d'engager la procédure de suspension de la culture du maïs transgénique MON810. « Cette décision, prise en application du principe de précaution, s'appuie sur les conclusions du comité de préfiguration de la Haute autorité sur les OGM » (Voir article du Figaro du 11.1.2008). Cette décision a eu des conséquences sur la **culture des OGM en Afrique**. Selon un scientifique Paul Collier « The worst consequence of the European GM – crop ban is that it has terrified African governments into themselves banning GM crops, the only exception being South Africa »⁴³.

III. Contexte international et production nationale

Impact de la crise financière :

1. Au niveau global : Il est sans doute trop tôt à ce stade pour estimer quel sera l'impact de la crise financière que nous traversons. Mais vu l'expérience des crises précédentes, on peut quand même prévoir certaines évolutions.

a) Baisse de l'aide aux pays en voie de développement : l'histoire récente suggère que l'aide au développement est fortement dépendante de l'activité économique des pays donateurs : lorsque la croissance des pays développés ralentit, cette baisse a souvent un impact sur le montant de l'aide accordée aux pays en voie de développement, mais avec un certain retard en raison de planification budgétaire. Ainsi le Japon avait-il réduit de 46% sa contribution, suite à la crise des années 90. Cette évolution serait d'autant plus préoccupante que l'aide publique au développement (APD) connaît depuis plusieurs années une tendance baissière, comme l'a souligné le SG de la FAO lors de la réunion de juin 08 (voir page 3).

Certaines réactions laissent supposer que la crise que nous traversons aujourd'hui aura des conséquences semblables. Les responsables internationaux tentent donc de contrer cet état d'esprit. Ainsi dans une lettre du début octobre 2008, adressée aux chefs d'État et de gouvernement des pays membres du Comité d'aide au Développement, l'OCDE invite ces nations à souscrire à une « Déclaration sur la politique d'aide » qui aurait pour effet de confirmer les promesses d'aide antérieures et d'éviter des coupes dans les budgets d'aide au développement⁴⁴. Même remarque de Louis Michel, Commissaire Européen au Développement et à l'Aide Humanitaire, qui redoute que les Etats européens reviennent sur leur intention de verser une partie de l'argent autrefois attribuée à la PAC (Politique agricole commune) aux pays en voie de développement.

Notons encore que l'impact de cette baisse des aides est proportionnel aux montants alloués : plus l'aide est importante, plus les conséquences seront difficiles à surmonter, comme par exemple en Afrique. Selon la Secrétaire Générale adjointe de l'ONU, Mme Asha-Rose Migiro " La crise financière globale risque d'aggraver le sous-développement et la crise alimentaire en Afrique ».

b) Flux migratoires : les montants versés par les travailleurs migrants à leur famille restée au pays seront sans doute moins importants. Avec des taux de chômage en forte progression, ils seront les premiers à subir les conséquences des réductions d'effectifs. Selon la Banque Mondiale, dans le monde, en 2007, 265 milliards de dollars ont été versés dans les pays en voie de développement par le biais de transferts de fonds, soit 60 pour cent de plus que le montant global de l'aide publique au développement. En ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, les transferts se montent à 19 milliards de dollars en 2007, soit 2,5 pour cent de son produit intérieur brut (PIB).

c) Redistribution des richesses : cette crise n'est pas simplement une crise financière supplémentaire dont on sortira avec plus ou moins de difficultés. Elle est une « redistribution des cartes » et donc du pouvoir entre les

⁴³ « The Politics of Hunger » Paul Collier – publié dans Foreign Affairs – No/Dec. 08 – p.75.

⁴⁴ « L'OCDE appelle les pays donateurs à formuler une Déclaration sur la Politique d'Aide » OCDE – Paris - 30.10.08.

différentes zones géographiques. Elle verra probablement se profiler encore un peu plus, certains pays émergents, à l'instar de la Chine, l'Inde et le Brésil. Or l'aide au développement a essentiellement été financée par les pays occidentaux dans le passé, pour de multiples raisons. Naturellement pour des raisons politiques, mais aussi pour des motifs culturels, historiques. Il n'est pas évident que ces nouvelles puissances partagent ces motivations⁴⁵.

Cette modification des rapports de force va se traduire dans les faits de différentes manières, notamment par un réalignement monétaire. Or il est très difficile de prévoir une politique économique dans un contexte de fluctuations monétaires.

2. Au niveau de la production de céréales :

- a) la crise actuelle est d'abord une crise de liquidités. Or la plupart des gros importateurs de céréales, financent totalement leurs achats avec du crédit. Ils sont donc aujourd'hui obligés de freiner, voire de stopper leurs achats de matières premières agricoles, entraînant un ralentissement des transactions au niveau mondial. Si cette tendance devait se maintenir, elle aurait des implications graves sur les pays qui dépendent des importations pour leur survie.
- b) Augmentation de l'incertitude aura une influence :
 - au niveau des politiques agricoles : celles-ci se prévoient à plus ou moins long terme. Or dans le contexte actuel, caractérisé par la volatilité des cours des matières premières agricoles et la probable baisse de l'aide internationale, il est difficile de planifier.
 - au niveau des récoltes : L'incertitude ambiante aura probablement un effet direct sur la production de céréales de l'année prochaine car les producteurs ont adopté cette année des politiques très conservatrices en matière de semis.
- c) Baisse des investissements (FDI) : cela aura nécessairement un impact et ralentira probablement les projets prévus pour augmenter les rendements.

⁴⁵ Le rôle de la Chine en Afrique ne peut être considéré comme de l'aide au développement.

Conclusion.

La récente baisse du prix des céréales, qui a succédé à la flambée des prix, ainsi que la récolte record de cette année ne doivent en aucun cas nous laisser supposer que les problèmes soient réglés et la situation assainie. Les prix des matières premières agricoles resteront sans doute très volatils à l'avenir et les marchés tendus. Les causes de cet état de fait sont maintenant bien documentées : étant structurelles aussi bien que cycliques, elles nécessitent des actions en profondeur.

Si tous les experts s'accordent sur ce point, les avis divergent quant aux mesures nécessaires à prendre. Mais de plus en plus de voix s'élèvent pour insister sur l'importance *d'augmenter la production locale*.

C'est en tout cas le résultat d'une conférence de la FAO qui ne s'est pas contentée de donner des recommandations générales, mais a pris des mesures concrètes. Parmi lesquelles on peut mentionner l'accord de coopération avec « Slow Food pour la Diversité »⁴⁶. Cet accord se propose non seulement d'aider les petits producteurs à augmenter leur production, mais aussi leur apprendre à transformer et conserver leurs produits. De plus il vise à améliorer la commercialisation des produits : il s'agit de soutenir les petits agriculteurs en réduisant la distance entre ces derniers et les consommateurs et promouvoir ce qu'on appelle la « filière courte ».

Augmenter la production locale, c'est aussi la décision d'une autre organisation internationale comme le Programme Alimentaire Mondial (PAM) dont nous avons déjà parlé et qui prévoit l'achat de vivres directement des petits producteurs, leur donnant ainsi accès à des fonds qu'ils pourront réinvestir dans l'agriculture⁴⁷.

Augmenter la production locale, c'est encore l'option qu'ont adoptée les responsables politiques du Malawi en 2005. En subventionnant 1.5 million d'agriculteurs démunis afin qu'ils puissent cultiver au moins ¼ ha de maïs, le gouvernement est parvenu à redresser une situation très délicate : terrible sécheresse, récoltes les plus mauvaises jamais enregistrées, nécessité d'importer 400 000 tonnes de maïs. Suite au programme de subventions, les récoltes de maïs de 05/06 et 06/07 ont été si abondantes que les agriculteurs ont pu vendre leur surplus à la Société de développement et de Commercialisation Agricole (ADMARC) et permettre ainsi de réapprovisionner les stocks⁴⁸.

Mais quelque soient les différentes formes que prendront l'aide au développement et les nouvelles révolutions vertes, un élément s'impose : il faudra recentrer les programmes sur l'individu et son environnement immédiat. En effet on ne peut aider les populations locales, chercher à développer une économie sans prendre suffisamment en compte les maillons qui forment la société.

S.Pastré
Genève/2008.

⁴⁶ Cet accord s'inscrit dans le cadre du plan pour la sécurité alimentaire de la FAO, financé par la Coopération italienne au développement pour un total d'environ 20 millions de dollars. « Consommer local et aider les paysans - FAO » sur www.irinnews.org-fr du 19.11.08.

⁴⁷ PAM : Programme P4P sur www.wfp.org

⁴⁸ « Malawi : Un modèle agricole pour l'Afrique » Courrier International - 30.10.08

